

VIVIERS-LES-MONTAGNES
Arrêté du 4 mars 2021
AUTORISATION DE VOIRIE
En Bajou

2021 / page 12

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 2212-2 et L 2213-1,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu la demande de Monsieur Grégory BASCOUL représentant l'entreprise BCG Goudronnage en date du 4 mars 2021 qui souhaite effectuer des travaux afin d'effectuer un branchement au réseau d'eau potable en occupant temporairement le domaine public au lieu-dit En Bajou pour la parcelle ZA 74 appartenant à Madame JANTOU Sophie et à Monsieur LAMBERT Tommy,

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité de tous pendant les travaux,

Le Maire de VIVIERS LES MONTAGNES (Tarn),

ARRETE

Article 1 : du 18 au 19 mars 2021, l'entreprise BCG Goudronnage est autorisée à procéder à des travaux de terrassement pour le branchement au réseau d'eau potable – au lieu-dit En Bajou à Viviers-lès-Montagnes.

Article 2 : Les travaux devront être exécutés par une main d'œuvre spécialisée dans les règles de l'art.

Article 3 : Toute modification éventuelle de réseaux, gargouilles, poteaux électriques, bouches d'égout, etc. sont à la charge du permissionnaire.

Article 4 : Le permissionnaire a la charge de la signalisation de son chantier dans les conditions prévues par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière. Il sera en outre responsable de tous les dommages et accidents pouvant résulter des travaux.

Article 5 : Aussitôt après l'achèvement des travaux, le permissionnaire sera tenu d'enlever tous les décombres, terres, dépôts de matériaux, gravois, immondices et de réparer immédiatement tous les dommages qu'il aura pu causer à la voie publique et à ses dépendances. La durée des travaux, y compris les éventuelles remises en état, ne devra pas excéder 1 mois.

Article 6 : La présente autorisation n'est valable que pour une utilisation dans les trois mois à partir de la date du présent arrêté. Elle sera périmée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai. Elle est en outre accordée à titre précaire et pourra être modifiée ou révoquée en tout ou partie, soit en cas d'inexécution des conditions d'autorisation, soit dans les cas où l'administration le jugerait utile pour les besoins de la voirie ou dans un but quelconque d'intérêt public. Le permissionnaire devrait alors, et sur la notification d'un arrêté de mise en demeure, se conformer aux mesures qui lui seraient prescrites, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité.

Article 7 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 8 : M. le Commandant de gendarmerie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Notification sera faite à l'intéressé et copie transmise à Madame la préfète

Le Maire
Alain VENTURELLI

